

# L'extrême droite déstabilise le jeu

SUÈDE Les Démocrates de Suède peuvent bousculer les coalitions en place

► La dévissée des partis traditionnels et la progression des petits partis aux législatives rebattent les cartes.  
► Et marque la fin de la politique des blocs.  
► Les Démocrates de Suède sont crédités de 16,3 % à 19,2 % des suffrages selon les derniers sondages sortis des urnes.

Les sociaux-démocrates limitent la casse. A l'heure d'écrire ces lignes, le parti du Premier ministre suédois Stefan Löfven devançait les conservateurs et l'extrême droite qui ne passerait pas la barre symbolique des 20 %, selon deux sondages de sortie des urnes.

Le Parti social-démocrate recueillerait de 25,4 % à 26,2 % des suffrages, en retrait de cinq points par rapport aux législatives de 2014, sanctionné pour sa politique migratoire qui a vu l'arrivée en 2015 de 160.000 demandeurs d'asile, un record en Europe rapporté au nombre d'habitants.

Alors qu'elle espérait renverser la table, l'extrême droite réaliserait bien une poussée mais pas la percée annoncée par son président, Jimmie Akesson, qui disait encore dimanche miser sur « entre 20 et 30 % » des voix. Les Démocrates de Suède, formation anti-immigration, nationaliste et europhobe obtiendraient entre 16,3 % et 19,2 % des votes, après 12,9 % en 2014. Selon le sondage de sortie des urnes le plus favorable, publié par la chaîne publique SVT, le

parti deviendrait le deuxième plus grand parti de Suède, devant les Modérés (conserva-

teurs).

Scrutin également décevant pour les conservateurs qui perdraient quelque cinq points en quatre ans, se hissant péniblement à environ 18 % des voix.

En revanche, ils s'imposent désormais comme un acteur incontournable de la vie politique suédoise. « *Il est temps (que les autres partis) prennent leurs responsabilités et se mettent à discuter avec SD* », a lancé dimanche soir Mattias Karlsson, président du groupe au parlement.

Alors que le Premier ministre social-démocrate Stefan Löfven présentait ces législatives comme un « *référéndum pour l'Etat-providence* », l'extrême droite en a fait un plébiscite contre sa politique migratoire.

## Fin de la politique des blocs

Ce qu'il faut retenir de cette élection, outre la percée des mal nommés Démocrates de Suède et la percée du parti de gauche,

c'est qu'elle marque la fin de la politique des blocs. Traditionnellement, la classe politique suédoise s'organise ainsi : le bloc de gauche composé des sociaux-démocrates, des Verts et de la gauche radicale et le bloc de droite avec les conservateurs, les libéraux, les centristes et chrétiens-démocrates. L'alliance qui arrive en tête est chargée de la formation d'un gouvernement. Le premier ministre est théoriquement issu du parti qui a remporté le plus de suffrages. Mais l'effondrement des sociaux-démocrates et des conservateurs et la progression des petits partis rebat les cartes. La Suède va devoir composer avec une fragmentation de son paysage politique.

Les sondages de sortie des urnes donnent les deux camps dans un mouchoir de poche, à 40 % environ chacun. Peu après la publication des sondages, le secrétaire général du parti

conservateur a appelé Stefan Löfven à tirer les leçons du scrutin. Aucun camp n'étant à même d'obtenir plus de 50 % des 349

mandats en jeu au Riksdag, de laborieuses tractations seront nécessaires pour trouver une majorité, ou la moins faible des alliances.

## Cordon sanitaire

Jimmie Akesson, leader des Démocrates de Suède, se frotte les mains. Avec entre 16,3 et 19,2 % des suffrages selon les sondages sortis des urnes, le parti d'extrême droite devient un acteur clef des négociations. Il s'est dit prêt à soutenir un gouvernement « *composé des conservateurs et des chrétiens-démocrates* », assurant

qu'il agira en politicien « *responsable* » pour « *empêcher le chaos* ». C'est sans compter qu'en Suède, aucun parti ne veut sceller d'alliance avec l'extrême droite.

L'opposition est déterminée à déloger les sociaux-démocrates, quitte, selon certains, à dynamiter le cordon sanitaire qui, jusqu'ici, tient les Démocrates de Suède à distance d'une influence politique directe. Stratégie qui pourrait s'avérer risquée, tant centristes et libéraux ont dit et redit leur refus d'un « *pacte avec le diable* ».

Samedi soir, en meeting dans la capitale, Jimmie Akesson avait lancé un ultimatum au chef conservateur : « *Kristersson a 24 heures pour répondre à la question : es-tu prêt à coopérer avec moi ou avec Stefan Löfven ?* ». L'intéressé a botté en touche ce dimanche matin. La seule « *garantie pour déboulonner le gouvernement sortant* » étant, selon lui, de voter pour le bloc de droite. ■

MARINE BUISSON

# Une alliance Verhofstadt et Macron en vue

UE Les dirigeants se sont rencontrés dans le cadre des élections européennes de 2019

- En vue des élections européennes à venir en mai 2019, l'eurodéputé libéral Guy Verhofstadt pourrait s'allier au marcheur Emmanuel Macron.
- Depuis l'arrivée au pouvoir du Français, la question du groupe parlementaire auquel il pourrait associer son mouvement se pose.
- Les enjeux de la prochaine élection européenne appellent une décision.

L'ancien Premier ministre belge Guy Verhofstadt, chef de file des libéraux et centristes au Parlement européen (ADLE) va former un mouvement avec En Marche en vue des élections européennes de 2019, a-t-il annoncé dimanche dans un entretien à Ouest-France.

«Après la rencontre Orban-Salvini, la lutte en 2019 sera une lutte entre les populistes nationalistes d'une part, et une alternative pro-européenne», a-t-il déclaré, alors que l'extrême droite réalise une poussée aux législatives en Suède.

## Une alternative pro-européenne

L'ancien Premier ministre belge assure avoir avec Emmanuel Macron, non seulement

«la même analyse» mais aussi «plus ou moins les mêmes propositions». Il se dit prêt à siéger au sein du même groupe parlementaire, dont le nom reste encore à définir. Ce mouvement commun sera lancé en octobre.

«Ce sera quelque chose de nouveau, un mouvement. Une alternative pro-européenne aux nationalistes», a déclaré le centriste libéral, qui plaide pour

une campagne commune.

«Chaque parti va garder ses symboles, mais on crée un mouvement plus large. L'objectif c'est de créer un groupe décisif dans le futur parlement, un outil pour arrêter la vague nationaliste», poursuit le président de l'ADLE.

A propos des «Spitzenkandidat», principe selon lequel la tête de liste du parti arrivé en tête devient président de la Commission européenne, auquel Emmanuel Macron est opposé, Guy Verhofstadt se montre désormais critique.

## Le cas du parti de Viktor Orban

«Cela reste un système où c'est Madame Merkel qui décide qui est le prochain président de la Commission. Ce qui me préoccupe le plus, c'est que le vrai candidat du Parti populaire européen (principal parti du parlement, NDLR), c'est M. Orban», assure M. Verhofstadt, qui plaide pour des «partis paneuropéens» et une «démocratie transnationale». En effet, parti Fidesz de Viktor Orban, le

Premier ministre hongrois qui promeut dans son pays une «démocratie illibérale», est membre du groupe PPE.

## Un mouvement «en marche européen»

En quête d'alliés en Europe face aux nationalistes eurosceptiques, Emmanuel Macron avait rencontré ce jeudi au Luxembourg les dirigeants du Benelux puis Angela Merkel ce vendredi à Marseille.

Parallèlement, le président français cherche à créer une sorte de mouvement «En Marche» européen, pour porter ses idées lors des élections européennes, une échéance dont il a fait un enjeu crucial pour son quinquennat.

Christophe Castaner, délégué général de La République en marche, s'était ainsi rendu ce mardi à Bruxelles pour sonder plusieurs partis européens, afin de constituer d'ici la fin de l'an-

née une «plateforme commune» avec d'autres mouvements progressistes, face aux nationalistes.

Mais la prudence est de mise, ce dimanche soir, du côté de La République en marche. Interrogé sur un éventuel accord, le délégué général du parti présidentiel, Christophe Castaner, a

répondu: «Pas du tout, nous ne sommes pas dans une logique d'alliance.» M. Castaner a toutefois entamé cet été une tournée européenne à la recherche d'alliés dans d'autres pays de l'Union européenne.

(afp., reuters.) ■